

À Genève, la finance verte appelle John Kerry à la rescousse

Building Bridges L'ex-chef de la diplomatie américaine exhorte le monde de l'investissement durable à réinventer son «narratif» face à Trump.

Pierre-Alexandre Sallier

Conspué par l'administration climatosceptique au pouvoir aux États-Unis, éreinté par la fronde contre les normes environnementales en Europe, c'est un monde de la finance durable en pleine remise en cause qui s'est réuni ce mardi à Genève, pour son sixième sommet Building Bridges. Un monde à la recherche d'un nouveau message à envoyer au reste des milieux financiers devenu dubitatif, grandes banques de Wall Street en tête.

Cette mission politique, quasi diplomatique, était confiée à l'invité-vedette de cette première journée, l'ancien secrétaire d'État américain John Kerry. Face aux attaques visant à décrédibiliser «tous ceux engagés pour l'environnement ou la durabilité» aux États-Unis, «nous devons changer totalement le narratif», a exhorté ce dernier en assemblée plénière, devant un parterre de plusieurs centaines de professionnels.

Celui qui intervenait en tant que président exécutif de la firme d'investissement new-yorkaise Galvanize Capital a répondu par une boutade à la seule question que tout le monde se posait – quid du récent discours de l'actuel président américain devant les Nations Unies? «Ne m'en voulez pas.»

En quête d'un narratif

Nouveau narratif? Fini les seuls arguments écolohumanistes sur la menace que fait peser le réchauffement climatique sur la planète entière. L'ancien chef de la diplomatie américaine balaye l'argument de la «morale» – «même s'il sera toujours là» – pour justifier les investissements mobilisés en faveur du climat. Au profit de celui du «matérialisme».



L'ancien banquier et président du sommet Building Bridges Patrick Odier (à g.), ainsi que la conseillère d'État genevoise chargée de l'Économie Delphine Bachmann (à dr.), accueillent Martin Pfister. Laurent Guiraud

Le «nouveau paradigme»? De tels placements ne font que répondre à des «fondamentaux économiques». En clair, la quête de rendement, de plus-values, de croissance, d'emplois... Se gardant bien de dénoncer l'addiction consumériste de son propre pays, l'ancien sénateur du Massachusetts assure que ces efforts en faveur du climat «ne doivent pas rimer avec sacrifices – un message inaudible par nos populations».

La finance sauvera le monde

Aux yeux de celui qui fut l'émissaire pour le Climat du président Biden, «la clef reste de convaincre le monde des investisseurs qu'il y a beaucoup d'argent à faire dans la plus grande transformation économique jamais connue, dépassant de loin celle de la révolution industrielle». Son calcul? Les scientifiques estiment à 5000 milliards de dollars les investissements annuels requis pour enrayer la trajectoire du réchauffement climatique et viser les objectifs de l'Accord de Paris.

Face à cela, la finance en faveur du climat mobilise déjà quelque 1300 milliards par an. Et l'ensemble des capitaux privés disponibles à l'échelle mondiale représentent un réservoir de quelque 160'000 milliards. «Alors, ne me dites pas qu'il est impossible de trouver la différence... Si nous faisons notre job, qui consiste à allouer ces capitaux où ils doivent vraiment aller, le défi climatique peut être résolu», assure John Kerry.

L'appel aux armes

Une autre petite musique était en train de monter mardi dans les travées de la conférence. Elle permet de comprendre pourquoi la Confédération avait manifesté son soutien à Building

Bridges en dépêchant son ministre de la... Défense. En ces temps de guerre en Ukraine, le monde de la finance durable est mal à l'aise avec des préceptes originels visant à exclure les marchands de canons de ses placements.

«Viser la durabilité signifie devenir plus résilient, ce qui permet de bénéficier de davantage de sécurité et donc de prospérité», a résumé, en termes sibyllins, Martin Pfister. Un appel à la «sécurité» également

«Viser la durabilité signifie devenir plus résilient, ce qui permet de bénéficier de davantage de sécurité et donc de prospérité.»

Martin Pfister

Conseiller fédéral
chargé de la Défense

exprimé par John Kerry, «celle-ci ne pouvant être atteinte si vous ne contrôlez pas votre approvisionnement en énergie», a souligné l'ancien secrétaire d'État américain, en référence à la crise du gaz russe.

Message bien reçu. «Ce serait probablement une bonne chose de prendre en considération ces investissements dans la sécurité», a admis Ronald Wuijster, directeur général du groupe néerlandais APG – un mastodonte gérant les retraites de près de 5 millions de salariés. Avant de se défendre, dans la foulée, de se plier «aux pressions politiques pour investir dans des sous-marins ou des obus».